

Les cahiers du progrès social

TRAVAIL & EMPLOI

En finir avec le chômage
et la précarité



Un nouveau progrès social pour la France

États généraux du progrès social - 3 février - Paris

La politique d'Emmanuel Macron vise à casser les piliers de notre modèle social au profit du capital financier :

- la nouvelle *loi travail* va faciliter les licenciements et développer la précarité
- la suppression massive des cotisations sociales est une attaque inédite contre la Sécurité sociale
- la réforme de l'assurance chômage vise à baisser l'indemnisation et déresponsabilise les entreprises
- la formation professionnelle et les retraites sont également dans le colimateur du gouvernement
- les services publics sont mis à mal par la baisse des budgets publics et des dotations aux collectivités.

D'autres mesures sont gravissimes, comme la suppression brutale des contrats aidés, alors même que ces postes devraient être pérennisés dans des CDI ou titularisés, ou encore l'introduction de la sélection à l'université.

Dans le budget 2018, le gouvernement vient de faire un cadeau de plus de 20 milliards d'euros aux plus riches et aux actionnaires, dont 3 milliards par la suppression de l'ISF. Un budget d'autant plus injuste qu'il baisse l'APL !

Pour les communistes, il est temps au contraire d'engager un nouveau progrès social pour la France

Il s'agit à la fois de prolonger les conquêtes sociales du siècle dernier, qui font toujours la force de notre modèle social, et de construire les nouvelles avancées sociales qui permettront de répondre aux enjeux du XXI^e siècle. Nous voulons débattre avec vous des politiques alternatives à mener dans cinq domaines clés : le travail et l'emploi, l'industrie, les services publics, le logement et l'utilisation de l'argent.

Pour cela **nous avons élaboré des cahiers du progrès social, comme celui que vous avez entre les mains. Ce cahier thématique présente nos propositions et vous permet d'apporter votre contribution.** Quatre autres cahiers sont à votre disposition sur d'autres enjeux. Et vous pouvez aussi participer sur notre site internet **progres-social.pcf.fr**

LE 3 FÉVRIER PROCHAIN, nous organiserons à Paris une restitution des contributions recueillies partout dans le pays lors des **États généraux du progrès social.**



En finir avec le chômage et la précarité

Entre chômage, temps partiel subi, chômeurs invisibles sortis des statistiques, 8 millions de personnes (un quart de la population active) sont victimes d'une insécurité sociale générale. La précarité de tous les emplois ne cesse de progresser.

Face à cette situation, deux logiques s'affrontent

D La première : nourrir le capital. Pour cela transformer le travail, jusqu'à l'ubérisation, pour l'exploiter plus, en baissant la part des salaires et des dépenses sociales ou publiques dans l'ensemble de la valeur ajoutée. Dans ce sens, la guerre économique, la compétition entre tous et l'insécurité sociale mais aussi la façon d'investir sont utilisées pour faire pression à la baisse sur ces dépenses.

Cette vision inspire la plupart des politiques conduites par les différents gouvernements depuis plus de trente ans. Elle s'attaque au code du travail ou à la Sécurité sociale et à tout ce qui met en cause la loi du capital et la loi du plus fort. Elle conduit à la dégradation des conditions de travail et à la souffrance au travail.

Cette logique est au cœur de la politique d'Emmanuel Macron. Après la casse du code du travail, la Sécurité sociale et l'assurance chômage sont dans le colimateur des projets gouvernementaux : dans les deux cas le gouvernement veut en finir avec le

En finir avec le chômage et la précarité

.../...

financement par les cotisations sociales (salariales et patronales) pour que subsiste seul un financement par l'impôt, transformant ces dispositifs essentiels en une répartition portant *a posteriori* sur les revenus, alors qu'ils constituent actuellement un élément à prendre en compte directement par les entreprises dans leur gestion.

Pour les communistes, au contraire, le moteur d'une société moderne, c'est de libérer le travail de chacun, de permettre au salarié de se réaliser dans son activité professionnelle, de réaliser un travail de qualité, qui soit reconnu et dont il soit fier. Cela suppose de nouveaux droits pour les travailleurs (voir ci-dessous), qui constituent une sécurité d'emploi et de formation pour contribuer au développement de toute la société et de chacun-e. La Sécurité sociale a constitué une grande avancée décisive en ce sens pour tous les travailleurs-euses. Nous proposons de la défendre, de la développer et d'étendre sa logique au travail et à l'emploi pour en finir avec le chantage permanent au chômage dont sont victimes les salariés, et avec eux toute la société. Nous proposons de faire du neuf, d'engager l'éradication progressive du chômage en promouvant un véritable système de sécurité de l'emploi et de la formation tout au long de la vie.

Ce système vise à assurer à chacun un emploi ou une formation rémunérée pour revenir ensuite à un meilleur emploi, avec une continuité de revenus et de droits relevés, sans passage par la case chômage. Il impliquerait une expansion systématique de la formation continue afin de répondre aux exigences de qualification des nouvelles technologies.

Ce nouveau système assurerait une nouvelle liberté par de nouveaux droits et moyens pour les travailleurs :

- le droit à la sécurité d'emploi et à une mobilité maîtrisée entre emploi et formation
- le droit à une sécurité de revenu
- le droit à une formation de haut niveau tout au long de la vie
- le droit à une réduction du temps de travail
- le droit d'intervenir sur la production et sur l'usage des fonds des entreprises. ●

POUR LES COMMUNISTES, IL EST POSSIBLE ET URGENT DE S'ENGAGER POUR UN NOUVEAU PROGRÈS SOCIAL

Pour cela, nous devons nous organiser, nous rassembler pour dire STOP à Macron et à sa politique rétrograde, et construire ensemble l'alternative. C'est ce que nous vous proposons avec les **États généraux du progrès social**, à partir de propositions que nous mettons en débat grâce à cinq cahiers, la plateforme internet **progres-social.pcf.fr** et des centaines d'initiatives dans toute la France.

À vous de jouer !

Focus sur...

Le travail des femmes : au-delà du chômage, qui est aujourd'hui massif, les temps partiels et le sous-emploi concernent 6,7 millions de salariés, et à 72 % des femmes. Sécuriser l'emploi et la formation améliorerait immédiatement et concrètement la vie de ces salariées !

265
MILLIARDS
D'INTÉRÊTS ET
DE DIVIDENDES

265 milliards d'intérêts et de dividendes payés aux actionnaires en 2016 ! C'est 80 milliards de plus que les cotisations sociales patronales dont le MEDEF se plaint tant !

AGIR TOUT DE SUITE...

- **Rendre impossibles les licenciements boursiers, en créant un droit de veto suspensif des plans de licenciements, assorti d'un droit de propositions alternatives et d'un droit de saisine du crédit bancaire par des fonds régionaux faisant levier sur les banques pour financer ces contre-propositions.**
- **Limiter les contrats précaires à 5 % des effectifs dans les grandes entreprises et 10 % dans les PME, et lutter contre les temps partiels subis en garantissant un plancher de 24 heures hebdomadaires.**
- **Abroger les ordonnances travail et supprimer les mesures d'extension du travail le dimanche. Sécuriser le contrat de travail pour qu'il définisse obligatoirement les conditions d'emploi (salaire, durée, horaire, lieu de travail...) sans possibilité de modification unilatérale par l'employeur.**

« Changer de logique

Adopter une loi de sécurisation de l'emploi et de la formation

Cette loi porte une vision de l'entreprise au service de l'intérêt général :

« L'activité économique des entreprises de production de biens ou de services, qu'elles soient privées ou publiques, à but lucratif ou non, a pour finalités le bien-être des producteurs, la sécurité de l'emploi et de la formation, la satisfaction des besoins des citoyens, la préservation de l'environnement. Les choix de gestion des entreprises sont guidés par ces buts qui priment toute autre considération ».

- **permettant à chaque salarié d'alterner périodes d'emploi et de formation** choisie, sans perte de revenu ni passage par le chômage
- **restaurant la hiérarchie des normes et donnant de nouveaux pouvoirs aux travailleurs** sur les choix d'investissement, de gestion et d'organisation du travail
- **engageant la baisse progressive du temps de travail** pour aller vers les 32 heures hebdomadaires sans baisse de salaire.
- **baisser le coût du capital** pour permettre des dépenses des entreprises en salaires, qualifications, embauches, formation, recherche et développement...
- **de nouveaux pouvoirs** aux travailleurs, notamment par des droits décisionnels des comités d'entreprise.

Consultez la proposition de loi sur internet :



UNE PROPOSITION DE LOI

Le groupe des députés communistes a déposé une proposition de loi sur le travail porteur d'un nouveau projet de société pour éradiquer progressivement le chômage et la précarité.

Cette proposition de loi défendue par le député André Chassaigne est financée : le salaire serait assuré par l'entreprise, le revenu de formation par le nouveau système (notamment des cotisations sociales mutualisées), la création et le développement d'emplois par des fonds en levier sur le crédit bancaire et par des nationalisations nouvelles.

Un accroissement des cotisations sociales des entreprises et leur modulation en fonction de leur politique d'emploi, de salaires et de formation contribuerait à responsabiliser les entreprises.

PARTICIPEZ

**J'apporte ma contribution aux États généraux
du progrès social :**



A series of horizontal dotted lines providing space for writing a contribution.

**Contribution à remettre à un militant de votre quartier
ou à renvoyer à États généraux du progrès social,
PCF 2, place du Colonel Fabien. 75019 Paris**

Participez : progres-social.pcf.fr

Il n'y a pas de meilleurs experts que nous-mêmes, citoyen-nes, travailleur-euses, pour définir l'intérêt général. Il ne suffit pas de lutter CONTRE la politique d'Emmanuel Macron. Il nous faut lutter POUR des propositions qui nous rassemblent et qui permettront de changer notre quotidien. C'est le sens des États généraux du progrès social qui se tiendront le 3 février à Paris. Soyons nombreux partout en France à participer à cette initiative.

Toute avancée sociale est le fruit d'une participation citoyenne!

Je souhaite être informé des initiatives prises dans le cadre de cette campagne

Nom/prénom

Code postal Mail

Tél.

Les cahiers du progrès social



**Contribution à remettre à un militant de votre quartier
ou à renvoyer à États généraux du progrès social,
PCF 2, place du Colonel Fabien. 75019 Paris**

